

La tragédie grenobloise, au cours de laquelle un patient hospitalisé d'office à St Egrève a fugué et poignardé un jeune homme de 26 ans, remet encore une fois la psychiatrie dans le collimateur des media et du politique de la pire façon.

Non à la stigmatisation de la psychiatrie Non à la criminalisation de ses malades !

Le gouvernement et le ministère de la santé

indifférents et sourds à toutes les alertes que les professionnels du secteur psychiatrique lui ont envoyées depuis des mois, des années, notamment au sujet du manque dramatique de soignants (médecins et infirmiers et autres), ne répond que par la criminalisation des patients et la répression du personnel.

La suspension, puis mutation du directeur de l'hôpital de St Egrève, alors qu'une enquête est en cours pour déterminer où sont les responsabilités dans ce drame, est une décision expéditive, inadaptée et inefficace, qui tend à désigner un bouc émissaire afin de rassurer une frange de la population désinformée, donc effrayée.

Mais elle constitue néanmoins un signal répressif clair à l'égard des directeurs, qui aura forcément des retombées sur les personnels et les pratiques de soins dans l'ensemble des hôpitaux : les directeurs sont sommés d'ouvrir le parapluie de l'enfermement pour protéger leur plan de carrière, au détriment de pratiques soignantes plus ouvertes sur la cité.

La fédération SUD Santé Sociaux

condamne la gestion autoritaire et sécuritaire de cette affaire qui ne résoudra pas les vrais problèmes qui se posent aujourd'hui à l'hôpital psychiatrique, à ses patients et à ses salariés.

Nous réaffirmons avec force que la société ne se « sécurise » pas en mettant l'accent sur la dangerosité de telle ou telle catégorie de la population et que le potentiel criminogène des patients psychiatriques est moins élevé que celui de la population commune.

Nous rappelons aussi que les personnes qui souffrent de schizophrénie constituent un pourcentage important des SDF en errance dans les rues de nos villes et qu'elles sont les premières victimes du suicide, des effets de la précarité socio économique qui est la leur et des agressions consécutives à leur état psychique du fait de leur moyens de défense amoindris.

Nous rappelons enfin que ce dont la psychiatrie a besoin, ce n'est pas d'un fichier supplémentaire ou de nouvelles mesures coercitives, mais d'un personnel en nombre suffisant et formé à contenir et soigner l'angoisse psychotique, seul vrai rempart aux débordements possibles (le plus souvent faute de soins) induits par la souffrance psychique de ses patients.

La fédération SUD Santé Sociaux s'associe à l'appel pour la constitution d'états généraux sur les droits et libertés.

Appelle les personnels à s'organiser, à créer des coordinations de syndiqués non syndiqués, associés non associés pour promouvoir une psychiatrie humaniste.

Appelle à des actions tous les jeudis afin d'obtenir des moyens pour les soins, moyens pour les effectifs, moyens pour promouvoir la mise en place de formations spécifiques évoluant sur la base des diplômes existants.



Union
syndicale
Solidaires

Fédération Sud Santé-
Sociaux
"Solidaires - Unitaires -
Démocratiques"
70, rue Philippe de Girard
75018 PARIS
Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67
Site internet :
www.sud-sante.org
Paris, le 22 dec 2008

Une pétition « Nous refusons la politique de la peur » sur le web : www.uspsy.fr

Les «jeudis de la psy».

Sud appelle tous les soignants de la psychiatrie à se mobiliser à travers l'organisation d'actions, AG, Manifests... tous les jeudis dans la perspective d'une mobilisation nationale. Contre la flichiatrie, pour des budgets, des effectifs soignants, une politique de soins!